Agriculteurs : pourquoi les centrales syndicales n’y vont pas …

écrit par Pierre Duriot | 31 janvier 2024

Des agriculteurs sur l'autoroute A6, le 30 janvier 2024. (FABIEN MAGNENOU / FRANCEINFO)

Des agriculteurs sur l'autoroute A6, le 30 janvier 2024. (FABIEN MAGNENOU / FRANCEINFO)

Le mouvement des agriculteurs est riche d'enseignements et, en premier lieu, il est évident que leur casse est organisée sciemment et pour un motif très mal dissimulé par les raisons « environnementales ».

Si l'argument écologique était prépondérant, l'Europe ne laisserait pas entrer des produits sud-américains, néo-zélandais, ou ukrainiens, qui ne répondent à aucun des standards imposés aux agriculteurs européens. Ces produits de masse, bas de gamme, fabriqués à l'étranger, le sont, non pas par les étrangers eux mêmes, mais par les étrangers employés à bas coût par les multinationales bien de chez nous et américaines. La mort de la paysannerie européenne s'inscrit bien dans cette volonté de faire régenter les grands principes par quelques multinationales, tout en liquidant les PME et TPE, dont celles des paysans qui sont laminés par l'avantage concurrentiel sur les prix des produits importés. Les mêmes, aux commandes, se débrouillent également, en organisant notre paupérisation, pour que nous n'ayons plus que les moyens d'acheter les produits

d’importation à bas coût. L’argumentaire écologique servant tout juste de paravent, tout le monde a bien compris. Il ne faut pas non plus croire que les agriculteurs sont friands de produits phytosanitaires, qui sont pour eux hors de prix.

Le second enseignement est celui du non investissement des syndicats classiques dans le mouvement des agriculteurs auquel ils auraient largement pu se mêler, comme ils l’ont fait dans celui des Gilets Jaunes, ce qui leur a permis de l’étouffer. Pour les agriculteurs, comme pour les Gilets Jaunes, on a à faire, au départ, à des gens positionnés plutôt du côté du Rassemblement National et les syndicats classiques arrivent, mais avec leur gauchisme institutionnel et ils font passer leurs fonds de commerces habituels, pro-immigration, pro-islam, pro-palestinien et anti-RN, avant tout. Les quelques uns qui s’y sont essayés se sont faits chasser des rangs par les agriculteurs, bien conscients qu’ils se seraient ainsi faits déposséder de leurs combats, au profit d’un non-combat, justement, qui masque la pure propagande idéologique des syndicats, CGT en tête. On l’a vu, chez les Gilets Jaunes, avec un Jérôme Rodriguez, qu’on a retrouvé immédiatement après, mêlé à la manifestation des islamistes radicaux.

En cela, la révolte paysanne fait apparaître très clairement le rôle des syndicats classiques, qui n’est pas de défendre les intérêts des salariés, mais d’assurer la propagande gauchiste et surtout de garantir au pouvoir, la canalisation des mouvements sociaux. En leur donnant l’apparence d’une contestation, laquelle se termine, sur consignes syndicales, une fois l’accord secret conclu entre pouvoir et responsables et qui se traduit par l’acceptation de clopinettes et un retour au turbin, avec le sentiment de s’être fait rouler dans la farine, qui n’est pas qu’un sentiment.

Le problème est que cette fois ci, ça n’a pas marché. Les gauchistes ont été virés sans ménagement et Jérôme Bayle, le

leader, s’estimant satisfait par des réponses en forme de vent, n’a pas été suivi quand il a expliqué qu’il fallait rentrer à la ferme.

Le pouvoir n’a donc plus possibilité de s’assurer la main par l’intermédiaire de responsables qu’il sait corrompre et décide donc de changer de méthode : il va faire cogner.

Jeu dangereux, les paysans avec tracteurs ne sont pas des infirmières en blouse blanche et Attal, avec son discours maniéré, ne convainc pas grand monde. Trop jeune, trop peu expérimenté, naïf et maladroit, il n’a pas su manoeuvrer. On reste donc avec un mouvement non noyauté, ou non encore noyauté et pas sous contrôle.

Ont l’air de vouloir s’y joindre des syndicats de professions peu gauchisés, comme les chauffeurs de taxis, mais les grandes centrales, très à gauche, ayant appelé maladroitement à voter Macron en 2017 et en 2022, n’y vont pas, sachant leur manque de crédibilité et un peu d’empressement à soutenir et à se mêler à une cohorte qui a voté massivement pour Marine. A la FNSEA, certes le patron Arnaud Rousseau est macroniste, mais ils ne sont sans doute pas nombreux comme lui et ce syndicat ne peut faire autrement que d’emboîter le pas de la base. D’autant qu’aux dernières élections professionnelles, un paysan sur deux n’a pas voté et que si la FNSEA reste majoritaire, elle est très mal élue.

Le pouvoir va donc expérimenter la gestion d’un mouvement socio-professionnel avec lequel il est plus difficile de négocier qu’avec les collaborateurs zélés des grandes centrales syndicales et devoir aller à la baston avec des gens dont on ne sait pas trop comment il vont gérer leur combat.

Il ne s’agit pas cette fois-ci de gens mal payés, mais de gens au bord du suicide et qui n’ont, pour certains, plus

grand chose à perdre. Et si ce même gouvernement n’arrive pas à rendre les paysans impopulaires, la masse va les rejoindre, les syndicats classiques seront alors obligés de suivre, ou de se couper de leur base. La « com » habituelle risque de ne pas suffire et la situation a quelques chances de devenir réellement délicate.

https://rassemblementdupeuplefrancaiscom.wordpress.com

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.